

14^e édition du Forum de l'ATUGE

Secteur bancaire : de nouvelles réformes

La Presse — Restructuration du secteur bancaire, dynamisation du marché financier et financement de l'entreprise. Trois axes et autant de thèmes qui posent la problématique de la compétitivité du secteur financier en Tunisie. Un secteur qui se trouve dans l'obligation de relever les défis de la prochaine phase.

Dans ce cadre, le financement de l'entreprise qui vise une meilleure participation des secteurs bancaire et financier dans le développement des entreprises tunisiennes a été au centre d'un débat agrémenté par la présence de compétences tunisiennes expatriées et des promoteurs installés en Tunisie.

De prime abord, l'on constate que le financement de l'entreprise semble encore pauffer, et ce, malgré la mise en place de différents mécanismes de financement. La dernière en date n'est autre que la Banque de financement des petites et moyennes en-

treprises et dont le directeur général, M. Abdessellem Mansour, a animé cette table ronde.

«*Il y a un équilibre à trouver entre les préoccupations du banquier et celles du promoteur*», lance M. Mansour. Néanmoins, sans cette dualité, le rythme de création et de pérennisation des entreprises ne peut être soutenu.

Pourtant la solution des Sociétés d'investissement à capital-risque (Sicar) existe comme en témoigne l'expérience d'Oxia, une société de service en ingénierie informatique (Ssii) tunisienne.

Pour M. Samir Zghal, représentant d'Oxia, les sociétés innovantes en général et les Ssii en particulier rencontrent principalement des problèmes de cash dû, directement, à la nature de leur activité. Car, souligne-t-il, l'aspect immatériel de notre activité n'est pas encore très bien compris par les financiers.

D'autre part, selon l'orateur, l'absence de visibilité handicape davantage l'octroi de fi-

nancements. Ainsi l'incompréhension des banques se traduit sur trois niveaux : l'absence d'actifs, l'absence d'un historique à même de les rassurer quant à la solvabilité de l'entreprise financée et l'absence de visibilité. Autant d'éléments qui se rapportent à l'aspect immatériel si caractéristique des sociétés innovantes et les Ssii.

Cependant, M. Mohamed Agrebi, directeur général au ministère de l'Industrie, de l'Energie et des PME, présente la Société tunisienne de garantie (Sotugar) comme un mécanisme intéressant pour essayer de résoudre les problèmes liés au financement, «*un instrument valable dont le chiffre d'affaires ne cesse d'augmenter et qui, désormais, intervient même dans la restructuration financière des entreprises*», précise-t-il. Pour sa part, M. Mansour estime que «*la Sotugar a été créée pour aider les entrepreneurs à faire face à la réticence des banques et résoudra à grandes*

mesures les problèmes de la garantie». Pourtant, constate M. Zghal, le fait de limiter le rapport avec la Sotugar seulement via les banques peut constituer «*un frein*» à son action.

Néanmoins, avec la Sotugar, les Sicar, la Banque de financement des PME, comment expliquer la réticence de financement ?

Représentant d'une Sicar, Zied Oueslati estime que, malgré l'existence d'une action de financement à capital-risque, «*ce marché a été captif des banques pour en faire un marché de dette et non de garantie*». Ainsi, c'est ce genre de crédits qui ont continué à travailler avec les mêmes réflexes et à faire du portage, «*un produit qui, certes, a sa place, mais tout en développant d'autres produits du risque*», précise-t-il. Et d'affirmer qu'actuellement, on ne peut parler de problème de financement, mais plutôt de problème de management.

Zied MOUHLLI